

**DIRECTION SANTÉ PUBLIQUE  
ET ACCESSIBILITÉ**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 1311-1, L.1311-2, L.1312-1, L.1421-4, R. 1336-4 à R.1336-11 et R.1337-6 à R.1337-10-2,

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L.571-1 et suivants,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 modifiée, relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'arrêté préfectoral n°07-1679 du 22 mai 2007 relatif à la lutte contre le bruit, notamment les articles 2 et 3,

Vu l'arrêté municipal du 15 octobre 2008, modifié par arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2018, relatif aux bruits de voisinage sur la commune de La Rochelle, notamment son article 5 concernant les travaux bruyants, les chantiers de travaux publics ou privés, qui donne la possibilité au Maire d'accorder, par arrêté, des dérogations dans certaines circonstances,

CONSIDERANT la nouvelle demande de M. Thomas PROUX de l'entreprise « Aquitaine Réseaux » du 25 novembre 2022 pour prolonger les travaux d'implantation de vidéo protection au niveau de la Place de Verdun et de la rue Chaudrier à La Rochelle, jusqu'au 2 décembre au lieu du 1<sup>er</sup> décembre 2022,

**- ARRETE -**

Article 1<sup>er</sup> - l'entreprise « Aquitaine Réseaux » est autorisée, à titre dérogatoire, à réaliser les travaux d'implantation de vidéo protection Place de Verdun au niveau des arrêts de bus et rue Chaudrier à proximité de la rue Gargoulleau, à La Rochelle, les nuits du lundi 28 novembre au vendredi 2 décembre 2022, entre 22 heures et 5 heures du matin.

Article 2 - L'entreprise « Aquitaine Réseaux » devra :

- Utiliser des matériels et engins de chantier conformes à la réglementation en vigueur,
- Informer les riverains des horaires, de la durée et de la nature des travaux,
- Afficher visiblement sur le chantier le présent arrêté.

Article 3 - En cas de non-respect du présent arrêté ou en cas de plaintes de riverains et de nuisances au voisinage, la présente autorisation pourra être retirée.

Article 4 - La Directrice générale des services de la Ville est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Copies transmises à :

Secrétariat Général  
Voirie  
Tranquillité Publique

Certifié exécutoire compte tenu :

-du dépôt en Préfecture le

-de l'affichage le

La Rochelle,

POUR LE MAIRE et par délégation,  
la Conseillère municipale déléguée  
Delphine CHARIER

Signé électroniquement par : Charier  
Delphine  
Date de signature : 30/11/2022  
Qualité : Delphine Charier



**NB : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication par affichage ou notification.

Il peut faire également l'objet d'un recours administratif auprès du Maire dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.

Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.